

De l'importance des sciences humaines

Angèle Dufresne

La Fédération canadienne des sciences humaines et sociales (FCSHS) est fort mal connue au Québec, malgré ses six décennies d'existence. Pour pallier cette lacune, sa présidente, Mme Patricia Clements, a décidé de venir tenir une réunion de son conseil d'administration à Montréal – une première dans son histoire – et, plus particulièrement, de faire un arrêt dans nos murs à l'UQAM pour y prononcer une conférence intitulée *Les sciences humaines et l'avenir de nos universités*. Donc le 22 mars dernier, elle insistait sur l'urgence de subventionner adéquatement la recherche en sciences humaines et sociales où œuvrent 53 % des professeurs canadiens et où sont inscrits 63 % des étudiants de premier cycle au Canada.

Ancienne doyenne de la Faculté des sciences humaines et professeure d'anglais de l'Université d'Edmonton, Mme Clements a rappelé l'attachement qui la lie à Montréal où elle y a appris le français pour ensuite passer une année en France dans un petit village «au bord de la mer» à y enseigner la langue anglaise à des étudiants bretons. Rejointe au téléphone avant sa venue à Montréal, elle soulignait l'intérêt de «délocaliser» les réunions du C.A. de la Fédération qu'elle dirige encore jusqu'en novembre 2002, alors qu'elle passera le flambeau au politologue Guy Laforest de l'Université Laval. C'est en effet un désir de la FCSHS de «sortir d'Ottawa», a-t-elle précisé, pour prendre le pouls de la situation des sciences humaines dans les différentes régions du Canada.

Mme Clements insistait également sur l'importance de faire connaître au reste du Canada les initiatives québécoises en matière de financement de la recherche en sciences sociales. Le Québec est la seule pro-

vince à avoir un «conseil» des sciences humaines et est un *leader* de longue date en matière de politiques culturelles et de soutien aux arts. La présidente et la vingtaine de personnes de son conseil d'administration venaient donc se familiariser avec les institutions québécoises et devaient rencontrer à cet effet la pdg du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, Mme Louise Dandurand, lors de leur séjour à Montréal.

Tout en louant les efforts du gouvernement canadien, qui se compte en milliards de dollars, envers certains domaines de la recherche universitaire, Mme Clements devait souligner dans son allocution le «grave déséquilibre» que crée une politique de financement de l'innovation qui ne serait basée que sur des retombées économiques immédiates et sur la viabilité commerciale.

«Le CRSH se trouve scandaleusement démuné pour appuyer des programmes de doctorat. Il ne peut financer présentement que 5 % des étudiants diplômés admissibles; il n'a aucun programme d'appui de la maîtrise et ne peut soutenir que 12 % des candidats admissibles au doctorat.» Cette situation est d'autant plus dramatique, faisait-elle remarquer, que les universités font toutes face à une augmentation sensible des inscriptions aux cycles supérieurs et aux nombreux départs à la retraite de leurs professeurs. Cette conjoncture pourrait mettre en péril l'avenir des universités canadiennes, précise Mme Clements, et la Fédération qu'elle dirige n'a pas ménagé ses efforts pour alerter l'opinion publique et les décideurs sur l'importance de soutenir adéquatement tous les domaines de la connaissance, pas uniquement ceux reliés à la «nouvelle économie».

Sur Internet :

www.hssf.ca

L'UQAM, le 25 mars 2002